

Le cas de Lindi et de sa région, dans le sud de la Tanzanie

Ce document d'information s'inspire d'un projet de recherche mené par Fred Lerise, Anthony Kibadu, Esther Mbutolwe et Nimrod Mushi. Adresse : s/c Dr. Fred Lerise, Department of Rural and Urban Planning, University College for Land and Architectural Studies, PO Box 35176, Dar es Salaam, Tanzanie. E-mail : lerise@ud.co.tz

Introduction

Le district de Lindi dans le sud de la Tanzanie est une zone peu peuplée liée aux marchés internationaux par sa production de noix de cajou destinées à l'exportation. L'autonomie administrative de la ville de Lindi, siège du gouvernement régional, et le soutien à long terme assuré pendant les vingt dernières années par un programme de développement rural intégré, bénéficiaire d'un financement international, sont autant d'autres facteurs potentiellement favorables au développement de la zone. En dépit de tout cela, le district assiste depuis les années 1950 au déclin de son économie et à la baisse de sa population. Le transport pose des problèmes majeurs, la zone étant coupée du reste du pays pendant la plus grande partie de la saison des pluies, qui dure six mois. L'importance de l'exode vers Dar es Salaam et d'autres centres reflète les possibilités limitées d'emploi sur place.

Dans le district de Lindi, comme presque partout ailleurs en Tanzanie, les populations comptent de plus en plus sur des ressources à la fois rurales et urbaines pour assurer leur subsistance, ce qui implique des mouvements de personnes, de biens, d'information et d'argent. Ce document présente les opportunités et les contraintes que suppose être à cheval sur les milieux rural et urbain dans la ville de Lindi et autour de celle-ci. L'enquête a été menée auprès des résidents de trois sites différents : Nachingwea, quartier populaire de la ville de Lindi, Mitwero, village de pêcheurs et d'agriculteurs situé à 15 km de la ville de Lindi mais encadré administrativement dans la zone urbaine, et Narunyu, village d'agriculteurs à 35 km de la ville de Lindi, dans le district de Lindi.

Production agricole et accès à la terre

Dans les deux villages, l'agriculture représente toujours l'activité principale et la réussite dans ce domaine détermine en large mesure le statut social. La richesse des ménages est calculée par les villageois selon la possession d'exploitations de cultures de rente et la qualité du logement. Les principales cultures de rente sont les noix de coco et de cajou. Celles-ci figurent parmi les plus importants produits d'exportation de la région, connue pour la grande qualité de ses noix de cajou produites quasi exclusivement par des paysans. Cependant, en dépit de la suppression des restrictions sur le commerce international en 1984, la production n'a pas augmenté comme prévu et on observe peu d'investissement dans de nouvelles plantations. Les principales contraintes pour les producteurs sont présentées ci-dessous.

- **Les dépenses d'investissement relatives aux cultures de rente :** aussi bien les cocotiers que les anacardiens mettent de cinq à sept ans pour produire leurs premières noix. Cette production arboricole est monopolisée par les hommes plus âgés et quelques femmes plus âgées qui ont hérité des arbres ou établi eux-mêmes les plantations avant que la production, du fait des restrictions sur le commerce introduites pendant les années 1970, ne devienne moins rentable. La nécessité d'un investissement à long terme dont ils n'ont pas les moyens décourage les agriculteurs plus jeunes.
- **L'augmentation du coût des intrants et des outils agricoles :** du fait de la faiblesse de leurs revenus, les paysans ne sont pas en mesure de payer d'avance des services tels que la location de tracteurs, service qui a été suspendu en dépit des besoins. Des dispositions plus souples, permettant par exemple de régler après la récolte, pourraient rendre les services plus accessibles.
- **Les ménages moyens sont de taille relativement petite,** notamment dans le cas des groupes économiquement faibles. Compte tenu de l'exode important, ceci aggrave les pénuries de main-d'oeuvre dans la région toute entière.
- **Il existe, dans les trois sites, des terres susceptibles d'attribution** par les conseils villageois et municipaux. Cependant, elles sont souvent éloignées des quartiers résidentiels et, ce qui est plus important, des routes d'accès. Les exploitants ont donc du mal à protéger les cultures contre les fauves et les insectes nuisibles, à transporter la récolte aux marchés ou au village. Les ménages plus aisés ont tendance à acheter des parcelles mieux situées - le long des routes et à proximité des habitations.
- **La location et l'emprunt de terres auprès d'autres exploitants** représentaient jadis une modalité courante d'accès à la terre. L'utilisation multiple des plantations d'anacardiens et de cocotiers était

fréquente ; les emprunteurs, normalement des paysans économiquement faibles, y cultivaient des cultures vivrières mais, suite à la libéralisation du commerce et à l'augmentation de la valeur de la production des exploitations commerciales, cette pratique est désormais moins courante.

- **Du fait des changements du système foncier avec le temps, on assiste à la superposition des droits**, notamment des droits fonciers coutumiers et des droits découlant des attributions de terres faites pendant le programme de regroupement de l'habitat dans les années 1970. En dépit de la loi de 1998 sur les terroirs villageois, les longs procès devant les tribunaux, censés trouver une solution, ont souvent pour conséquence que plus personne ne cultive les terres en question. Par ailleurs, l'insécurité foncière n'incite pas à l'investissement à long terme que nécessite la production de noix de cajou et de coco.

Infrastructure routière, moyens de transport, accès aux marchés

Les défaillances du système des transports représentent vraisemblablement l'obstacle le plus important bloquant l'accès des producteurs ruraux aux marchés urbains et internationaux. Du fait des mauvaises conditions routières, l'accessibilité de la plupart des sites et de la ville de Lindi se limite aux six mois de la saison sèche. En dehors de cette période, le mouvement des biens et des personnes devient difficile et peu sûr. Les transporteurs privés proposent un service limité. Compte tenu du manque d'entretien, les camionnettes qui circulent couramment dans d'autres régions de la Tanzanie sont dans l'impossibilité de prendre la route ici. De ce fait, l'investissement dans les services de transport privés revient cher, mais il existe peu d'investisseurs locaux possédant le capital nécessaire. Il existe d'autres contraintes dans ce secteur, à savoir :

- **Les bénéfices possibles sont limités** : la faiblesse de la demande reflète la faible densité démographique, tandis que le mauvais état des infrastructures physiques augmente les coûts. Il est peu probable que des prestataires privés puissent à la fois répondre aux besoins de transport locaux et dégager un bénéfice.
- **L'infrastructure routière est un enjeu important**, mais le gouvernement local ne saurait s'en occuper à lui seul car les recettes dans cette région risquent de rester relativement faibles et les frais d'entretien dans une zone peu peuplée sont parfois prohibitifs.
- **Il importe de développer des moyens de transport, adaptés aux conditions locales**, en liaison avec les réseaux régionaux et nationaux, tout en gardant à l'esprit, lors du calcul de la participation des communautés sous forme de main-d'oeuvre, les pénuries de main-d'oeuvre que connaît déjà la production agricole.

L'accès des producteurs agricoles aux marchés est bloqué par l'absence de moyens de transport. Au milieu des années 1980, le ramassage, le transport et la vente des cultures de rente (noix de cajou), opérations jusque-là sous contrôle étatique, ont été libéralisés. Les noix de cajou de la région de Lindi sont expédiées principalement à l'Inde par un système privé d'achat, de ramassage et de transport. Si les sociétés privées sont autorisées à acheter seulement auprès des coopératives de producteurs à des points de vente désignés, ceux-ci sont, dans la pratique, difficiles d'accès pour les petits producteurs qui n'ont guère les moyens de payer les frais de transport. La plupart des paysans vendent directement à des intermédiaires, système qui met les acheteurs en position de force et limite les possibilités pour les producteurs de négocier un meilleur prix. Par ailleurs, le gouvernement local a du mal à contrôler le volume réel des échanges et à percevoir les impôts payables par les commerçants - principale source de ses recettes.

Modalités de diversification des revenus

La plupart des habitants des zones rurales et urbaines subsistent grâce à l'agriculture associée à d'autres activités économiques, notamment le commerce. L'agriculture représente l'activité primaire de plus de la moitié des résidents urbains, ce qui reflète le manque d'opportunités dans d'autres secteurs de l'économie urbaine. La participation des différents groupes aux activités non agricoles dans les zones rurales est essentiellement fonction de leur accès aux cultures les plus rentables. Etant donné que les hommes plus âgés contrôlent la plupart des plantations d'anacardières et de cocotiers de grande valeur, ce sont surtout les jeunes (hommes et femmes) qui cherchent des emplois non agricoles. Il existe plusieurs contraintes et quelques opportunités dans ce domaine :

- **Jusqu'en 1984, les magasins coopératifs ou gérés par les sociétés commerciales régionales avaient le monopole du commerce.** Depuis lors, ils ont cédé la place aux échanges privés sous forme de boutiques ou de petit commerce, source alternative de revenus dans les villages.
- **Le faible revenu des populations rurales et urbaines limite la demande** et les gains du commerce sont faibles.
- **Du fait des problèmes de transport pendant la saison des pluies,** les produits manufacturés en provenance de Dar es Salaam ne parviennent pas à la région.
- **Le transport de biens d'un village à l'autre coûte cher ;** les bicyclettes sont souvent utilisées mais ne permettent de transporter que des quantités limitées.

- **L'accès au crédit est limité.** Il est fréquent que les commerçants tissent des liens étroits avec les fournisseurs qui leur vendent à crédit. Des membres de la famille alimentent parfois le fonds de roulement du commerçant. Ces contributions peuvent suffire dans le cas des activités à petite échelle, mais passer à une plus grande échelle peut nécessiter plusieurs années d'économies.

Malgré ces contraintes, la diversification des revenus représente une stratégie importante, mise en oeuvre essentiellement au niveau individuel, une personne s'occupant d'une série d'activités différentes. Les revenus faibles et peu sûrs de l'agriculture, notamment pour ceux qui n'ont pas accès aux cultures de rente, et l'augmentation des besoins d'argent (pour les services de santé, l'éducation des enfants) sont l'une des principales causes de la diversification. Le commerce de cultures vivrières est fréquent parmi les hommes économiquement faibles, comme la vente d'aliments cuits parmi les femmes qui se déplacent moins librement. Néanmoins, compte tenu des contraintes, la diversification des revenus ne suffit pas à réduire la grande vulnérabilité de la plupart des habitants de la région.

Tendances de la migration

L'exode à partir du district de Lindi est important : plus de 60 pour cent des personnes interrogées ont au moins un membre de la famille travaillant ailleurs, quelle que soit la richesse du ménage. Les jeunes hommes célibataires, groupe le plus mobile, constitueraient la plus grande partie du nombre immense de jeunes employés comme marchands ambulants par les commerçants à Dar es Salaam. Le conflit entre les générations suscité par la mainmise des parents sur les exploitations de cultures de rente, comme l'absence d'emplois alternatifs intéressants dans les secteurs agricole et non agricole, incite à l'exode. En ce qui concerne les autres tendances de la migration :

- **Destinations :** La ville de Lindi est visiblement absente de la liste des destinations urbaines, qui comprennent Dar es Salaam et d'autres centres urbains du pays.
- **Les hommes mariés préfèrent souvent se déplacer saisonnièrement vers d'autres destinations rurales,** afin de tirer parti des variations de cultures et de périodes de récolte.
- **Les sites étudiés ici et surtout le quartier urbain figurent également parmi les destinations.** Les migrants y ont accès aux terres attribuées selon le système coutumier, mais il ne s'agit pas des parcelles les plus désirables.

Il est fréquent que les migrants entretiennent des liens forts avec leur zone d'origine. Les cérémonies d'initiation des enfants sont particulièrement importantes et représentent un investissement prioritaire pour les parents dans les zones rurales et urbaines. On s'attend à ce que les membres de la famille à l'intérieur et à l'extérieur de la région y assistent : manquer à cette obligation porterait atteinte à la cohésion familiale. En dépit de l'importance de ces réunions traditionnelles, la situation générale a un effet négatif sur les liens entre parents migrants et non migrants :

- **Le montant des fonds envoyés par les migrants baisse progressivement depuis dix ans.** Ceci s'explique par le coût plus élevé de la vie en ville, notamment à Dar es Salaam - destination importante pour les migrants de Lindi, et par le fait que la plupart des migrants de la zone sont peu formés et se retrouvent essentiellement dans le secteur informel où la saturation du marché et le faible pouvoir d'achat des consommateurs urbains limitent les revenus ;
- **Les migrants ne reviennent que rarement.** Cela peut se comprendre dans la mesure où ils n'ont pas réussi économiquement, mais s'explique surtout par le manque d'opportunités à Lindi, notamment en ce qui concerne la création d'entreprises non agricoles. Les migrants ne sont donc pas motivés à investir dans leur zone d'origine et préfèrent rester ailleurs.

Le rôle du centre urbain dans l'économie du district de Lindi

En dépit de ses liens avec les marchés internationaux, la région de Lindi n'a manifestement pas profité réellement de l'exportation des noix de cajou, cette culture étant pourtant de grande valeur. Le gouvernement local s'est efforcé d'augmenter la production agricole et d'améliorer l'accessibilité. Selon la loi de 1997 sur l'Administration régionale, les conseils des districts sont chargés de l'identification des besoins, de la planification, de la budgétisation et de la mise en oeuvre conjointement avec d'autres institutions locales. Néanmoins, en l'absence d'une stratégie cohérente de renforcement des capacités des conseils locaux, la décentralisation proposée des fonctions risque de ne pas avoir beaucoup de conséquences concrètes pour les habitants des régions plus pauvres de la Tanzanie telles que Lindi.

Les services se dégradent dans de nombreux cas : les installations scolaires sont insuffisantes et l'école gouvernementale dans la ville de Lindi connaît une pénurie d'enseignants qualifiés, peu enclins à s'installer à Lindi à cause de son isolement et de ses problèmes de transport. Pour les populations rurales, le manque de moyens de transport entrave l'accès aux services de santé dans la ville de Lindi et

elles doivent souvent compter exclusivement sur les dispensaires ruraux et les accoucheuses traditionnelles.

Par ailleurs, tandis que l'administration locale est chargée d'améliorer la perception des impôts (notamment des taxes à l'exportation) et de la prestation de services, d'autres questions de politique ne sauraient être traitées au niveau local. En ce moment, les commerçants locaux délaissent la ville de Lindi en faveur de marchés urbains plus importants. Les exportateurs s'en servent uniquement comme port d'embarquement : depuis la fermeture de l'installation de transformation des noix de cajou dans les années 1980, Lindi a perdu ses possibilités de liaison en aval avec la zone environnante.

Toute forme d'investissement dans la région passe par l'amélioration radicale de son infrastructure routière, amélioration que les ressources locales déjà limitées ne sauraient assurer à elles seules. Il est rare que l'investissement privé puisse régler des problèmes de ce genre, qui touchent de nombreuses régions pauvres et peu peuplées de l'Afrique subsaharienne.

Points clé

L'accès aux marchés internationaux des produits agricoles de grande valeur n'augmente pas forcément les revenus dans la zone de production. Il convient d'identifier les goulots d'étranglement au niveau de la production et de la commercialisation : même quand l'accès à la terre n'est pas vraiment problématique, l'accès limité au crédit et aux intrants agricoles peut entraver la production. Les moyens de transport limités mettent les producteurs en position de faiblesse dans les négociations avec les acheteurs.

Les migrants peuvent contribuer à l'économie locale grâce aux envois de fonds et aux compétences qu'ils apportent à leur retour, élargir les activités et les possibilités d'emploi non agricoles pour les non migrants. Or les migrants n'investiront dans leur zone d'origine que si l'infrastructure existante est en mesure de soutenir les nouvelles entreprises. Ceci exige une meilleure coordination entre les différentes institutions - gouvernements local et central, ONG et bailleurs de fonds - car l'investissement dans des domaines aussi importants que l'infrastructure routière dépasse souvent les moyens des administrations locales.

Il importe d'évaluer et de renforcer la capacité des collectivités locales sur le plan des ressources humaines, de la perception des impôts et de la planification. Ce problème, souvent passé sous silence dans le cadre de

la décentralisation, peut bloquer la mise en oeuvre des réformes du gouvernement local.

Lorsque le centre urbain ne joue pas le rôle de catalyseur du développement régional en assurant des débouchés pour les produits agricoles et des possibilités d'emploi non agricole, la diversification des revenus ne réduit pas la vulnérabilité des populations rurales. Le petit commerce représente la principale activité non agricole, mais les gains sont minimes à cause des revenus extrêmement faibles des consommateurs ; peu d'investissements sont consacrés au développement des entreprises. La productivité agricole risque d'être affectée à long terme du fait de l'abandon de l'agriculture par les jeunes.